Dick May et la première école de journalisme en France. Entre réforme sociale et professionnalisation

Dick May and the first School of Journalism in France. Between social Reform and Professionalization

Vincent Goulet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/81>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.81

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 27-44

ISBN : 978-2-8143-0003-3

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Vincent Goulet, « Dick May et la première école de journalisme en France. Entre réforme sociale et professionnalisation », *Questions de communication* [En ligne], 16 | 2009, mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/81> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.81

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Dick May et la première école de journalisme en France. Entre réforme sociale et professionnalisation

Dick May and the first School of Journalism in France. Between social Reform and Professionalization

Vincent Goulet

- ¹ En France, la première école de journalisme a été fondée en 1899 par une femme, Jeanne Weill (1859-1925), plus connue sous le nom de plume de Dick May¹. Pour cette écrivaine « convertie à la science sociale », la sociologie et le journalisme – deux disciplines alors en voie de constitution – sont fortement liés, la presse pouvant diffuser au plus grand nombre les acquis de la nouvelle science sociale et participer ainsi à la régénération de la République. En effet, à l'aube du XX^e siècle, après la séquence boulangiste, la révélation du scandale des « chéquards » de Panama et l'affaire Dreyfus, la société française vit une crise morale et politique tandis que la presse subit d'importantes transformations (succès de la presse populaire et régionale, augmentation des tirages et de la taille des rédactions, nouvelles techniques d'enquête et de rédaction). Dans ce contexte troublé, la première tentative de créer une formation professionnelle pour les journalistes est l'indice des possibles proximités méthodologiques entre journalisme et science sociale, mais surtout de la recherche commune d'un nouveau pacte démocratique au moment où la science sociale et sa vulgarisation étaient considérées par certains intellectuels, en particulier dreyfusards, comme une véritable « voie de salut » susceptible de renforcer la cohésion de la nation. Particulièrement active mais dans une position dominée dans ce que Christian Topalov (1999 : 461-474) a appelé le « champ réformateur », Dick May tente de participer à la constitution d'une nouvelle idéologie républicaine par l'enseignement social et la formation des « médiateurs de la société de masse » que deviennent progressivement les journalistes. Le parcours de Dick May comme le destin de son école révèlent les tensions à l'œuvre dans le champ politique, économique et journalistique, alors que le compagnonnage dans « l'écriture du social » entre littérature, journalisme et

science sociale qui avait marqué les deux premiers tiers du XIX^e siècle cède la place à une division plus rigoureuse ou plus rigide, c'est selon, du travail de représentation de la société.

Dick May et l'enseignement de la science sociale

- 2 Dick May a un parcours particulièrement révélateur de la fraction de la petite bourgeoisie et de la classe moyenne intellectuelle qui, dans la deuxième partie du XIX^e siècle, se passionne pour les questions sociales. Ce que l'on a pu appeler rétrospectivement, et de façon normative, une « mode intellectuelle »², était au cœur des luttes politiques et des conflits de définition pour renouveler le pacte républicain à partir d'une vision qui se voulait scientifique de la société. Jeanne Weill est née en 1859 à Alger où son père, Michel Aaron Weill, occupe depuis 1846 le poste de grand rabbin du Consistoire d'Algérie. En 1863, la famille rentre en Métropole et s'installe à Sélestat, dans l'Est de la France, région dont est originaire le père. La défaite de 1871 les contraint à un nouveau déménagement et après quelques péripéties, la famille Weill finit par se fixer définitivement à Paris en 1885. Athée, Jeanne semble se construire contre la figure écrasante de son père, un lettré à l'imposante bibliothèque et au réseau social étendu, mais, née fille, elle ne bénéficie pas de l'école comme moyen d'échapper à la religiosité familiale pour se réaliser intellectuellement, contrairement à son frère cadet Georges, qui devient un brillant universitaire, historien du socialisme et du saint-simonisme. Largement autodidacte, ayant eu, selon son frère, « de très bonne heure le rêve de devenir écrivain »³, Jeanne se lance en 1889, juste après la mort de son père, dans une carrière littéraire et semble y gagner une certaine notoriété : « En 1892 le nom de Dick May commence à être connu dans les bureaux de rédaction » (*ibid.*). Elle publie nouvelles et feuilletons dans *L'Illustration*, *Le Temps*, *Le Journal des Débats*, *La Liberté*, dont certains sont repris en volume comme *L'Affaire Allard* et *Le Cas Georges Arrel*, en 1892 aux éditions Calmann Lévy. Plus tard, en 1898, elle écrit un roman, *L'Alouette* (d'abord publié dans *La Revue blanche*), l'histoire d'une jeune provinciale qui rêve d'être publiée à Paris et d'y rencontrer l'amour. Le style de ses œuvres révèle un caractère quelque peu exalté, sujet à l'emphase caractéristique de l'époque, tandis que ses thématiques s'inscrivent dans son milieu social d'origine, la petite bourgeoisie intellectuelle, bien plus que dans le monde ouvrier.
- 3 Comme l'a montré Christophe Charles (1990 : 4), malgré l'augmentation des débouchés pour les productions intellectuelles en cette fin de siècle, le nombre croissant de « gens de lettres » et la vive concurrence qui les opposent pour être publiés interdisent souvent aux nouveaux venus de pouvoir vivre de leur plume⁴. Le contexte est plus difficile encore pour les femmes, dont beaucoup empruntent un pseudonyme masculin (Thiesse, 1984 : 194). Jeanne entre donc en 1889, comme secrétaire, au service du comte de Chambrun, un riche mécène qui se pique de littérature, de politique et de beaux-arts. Cet ancien député de la Lozère, propriétaire des cristalleries de Baccarat dans les Vosges, catholique, aristocrate et paternaliste, est sensible aux idées de justice sociale et fut notamment en relation avec Tocqueville et Le Play (Blum, 1998 : 28-29). Durant une nuit de maladie en 1891, il « se convertit à l'économie sociale »⁵, et n'a depuis de cesse de créer des institutions assurant son développement : financement de chaires d'économie sociale à l'École libre des sciences politiques, à la Faculté de droit et à la Sorbonne, mécénat de l'Alliance coopérative internationale de Charles Gide, création de prix récompensant les initiatives améliorant le sort des ouvriers, fondation en 1894 du Musée social. Dick May

devient sa représentante auprès des différentes institutions avec lesquelles il traite et se fait ainsi connaître dans les sphères dirigeantes du monde politique et universitaire parisien, augmentant considérablement son capital social (Weisz, 1979 : 94 *et sq.* ; Goulet, 2008). Dans le sillage de son employeur et ami, elle prend conscience de l'intérêt de la nouvelle science sociale pour résoudre les contradictions de la société française mais aussi de la place qu'elle peut elle-même prendre dans la diffusion de celle-ci. Devenue « entrepreneur de réforme », selon le terme proposé par Christian Topalov (1999 : 398-406), Dick May liera désormais son destin personnel avec l'enseignement de cette discipline nouvelle qui articule de manière encore confuse politique, littérature, philanthropisme, morale et science.

- 4 Après avoir secondé le comte de Chambrun dans la création du Musée social, institution qui la déçoit rapidement parce que devenue, selon elle, « une petite église d'initiés » (May, 1896 : 39), Dick May s'engage en 1895 dans l'aventure de la création du Collège libre des sciences sociales dont elle devient la secrétaire générale. Cette institution, qui est la première à proposer un enseignement systématique des sciences sociales, est privée mais reçoit des subventions de l'État. Les cours proposés sont très variés, représentatifs des contours larges de la science sociale qui n'a pas encore un corps de méthodes précises et qui demeure fortement reliée aux idées politiques (cours de morale, de vie politique, d'organisation familiale, des études de la religion « dans ses rapports avec la société », une initiation à l'hygiène scolaire et à la pédagogie physiologiste, des cours de philosophie, etc.). Plusieurs « journalistes »⁶ enseignent au Collège, comme Francis de Pressensé, alors chroniqueur de politique étrangère au journal *Le Temps* (il donne un cours d'« Histoire des doctrines et de la législation sociales depuis la Révolution ») ou Yves Guyot, ancien ministre, devenu rédacteur en chef du *Journal des Débats* (il donne un cours d'économie politique, c'est-à-dire d'économie « libérale », par opposition à l'économie sociale, « coopérativiste »). C'est dans le cadre du Collège libre des sciences sociales que Dick May songe à créer une école de journalisme, projet qu'elle réalisera effectivement dans l'institution qu'elle va fonder, l'École des hautes études sociales.

Les contradictions des débuts de l'école de journalisme

- 5 En 1899, se disant déçue par le manque d'engagement de ses responsables auprès des dreyfusards (Dombrowsky, 2000 : 22), mais aussi en raison de conflits de personnes, Dick May prend ses distances avec le Collège et crée l'École des hautes études sociales (EHES) qui s'installe rue de la Sorbonne à proximité de la prestigieuse université parisienne. Cette école est soutenue par des notoriétés du monde intellectuel : Émile Boutroux, philosophe influent à la Sorbonne, Émile Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur, dreyfusiste et partisan du mouvement des Universités populaires, Alfred Croiset, doyen de la Sorbonne, l'éditeur Felix Alcan, Georges Sorel, un ingénieur des Ponts et Chaussées converti au marxisme qui partage la même aversion que Dick May pour les institutions officielles⁷. Le programme des conférences (l'EHES, dans un premier temps, ne délivre pas de diplôme) apparaît aussi éclectique que celui du Collège, mais il a la particularité d'être divisé en trois « Écoles » : une École de morale et de pédagogie (« dont le but est d'intéresser un public d'élite aux problèmes moraux posés par la vie contemporaine », Croiset, 1911 : 11), une École sociale (plus axée sur les questions politiques et économiques) et une École de journalisme. En 1903, Dick May joindra à l'ensemble une

quatrième section, l'École d'arts, dans laquelle Romain Rolland développera, en particulier, la musicologie naissante (Jeanneret, 2004).

- 6 Si Dick May songe à intervenir dans la formation des journalistes, c'est avant tout avec l'idée de diffuser et populariser la science sociale. L'intention prosélyte est évidente et s'inscrit dans un plan d'ensemble de vulgarisation de la discipline nouvelle susceptible de renouveler en profondeur le pacte républicain : « D'ici à dix ans, nos étudiants auront couvert la France de missions laïques et transmis jusqu'au fond des provinces notre parole de vérité » (lettre à Eugène Fournière du 8 avril 1899, in : Prochasson, 1985 : 24). L'affaire Dreyfus avait, une fois encore, montré l'influence de la presse dans la société française, tandis que cette même presse vivait d'importantes transformations, souvent vécues sur le mode de la crise : d'un point de vue moral, avec les révélations successives de la vénalité de la presse d'opinion et de sa connivence avec le personnel politique (Mollier, 2001 : 123-138), d'un point de vue économique avec son industrialisation et le triomphe des journaux populaires à un sou⁸. Un nouveau style de journalisme, moins doctrinal, privilégiant le reportage et le fait divers s'impose face à l'ancien modèle politique et littéraire (Delporte, 1999 : 60 et sq.). En outre, depuis ses origines particulièrement hétéronomes, le champ journalistique doit s'adapter aux récentes transformations politiques : le personnel politique de la Troisième République a moins besoin d'une presse élitiste et « censitaire » que d'une presse qui s'adresse à tous les électeurs du suffrage universel masculin, tandis que, avec le ralliement de l'Église à la République et le renforcement d'un courant socialiste parlementaire et réformiste, un consensus se forme autour d'une relative dépassionalisation de la lutte proprement politique pour déplacer l'intérêt sur les questions de morale ou de citoyenneté⁹. Les journalistes doivent donc reconsidérer leur fonction et leur place dans la société, ce qui se traduit par de nombreux débats dans les revues et journaux¹⁰. Les associations de journalisme se développent et, sous l'effet de la division du travail rédactionnel, prennent de plus en plus une forme syndicale¹¹. En créant une formation au métier de journaliste, Dick May entend donc également répondre aux préoccupations éthiques et professionnelles qui s'expriment dans un groupe social qui se structure progressivement :

« L'École de Morale répondait à un besoin ; l'École de journalisme parut l'expression d'un devoir. Les polémiques furieuses de l'Affaire rappelaient à un grand nombre de mémoires les campagnes vénales du Panama. Des mercenaires ou des pirates, embusqués dans des feuilles de chantage, détroussaient moralement les passants désarmés. Le mensonge devenait une élégance. L'injure ne se distinguait plus que par sa grossièreté. Sauf, bien entendu, d'éclatantes exceptions, – à l'heure même où la démocratie, cherchant la notion du juste, prenait conscience de sa souveraineté –, la presse, échappant aux compétences pratiques, tendait à devenir un repaire d'apaches et de décavés. La fondation de l'École de journalisme, en novembre 1899, fut une tentative heureuse, je crois, dans son principe, de rééducation morale et professionnelle » (May, 1911 : 3-4).

- 7 Avant 1898, l'idée que les journalistes devaient aborder la carrière avec un « bagage sérieux de connaissances et de solides garanties morales » avait déjà été soulevée par le chroniqueur judiciaire Albert Bataille, qui tenta de créer au *Figaro*, avec le soutien de son directeur, une école de journalisme (il mourut avant que le projet n'aboutisse) (Fournière, 1911 : 107). En 1895, l'École libre des sciences politiques ouvre un cours de « Préparation au journalisme » (Avenel, 1895 : VI et VII) mais il n'existe pas d'école dédiée. Pour la plupart des membres de la profession, le métier s'apprend encore exclusivement « sur le tas » et les journalistes sont, à l'époque, hostiles à toute forme de pédagogie rationalisée, convaincus que l'écriture est avant tout un don. Les rares ouvrages qui traitent du

journalisme se contentent généralement d'un rapide historique de la profession (qui met bien sûr en avant la « marche vers la liberté de la presse ») et d'une description de l'industrie de la presse et de l'organisation des journaux pour éventuellement terminer sur quelques considérations morales¹². Alors que la presse s'ouvre aux « couches nouvelles », notamment de province, et se « démocratise », que le nombre de journalistes augmente, comme la taille des rédactions et la division du travail en leur sein, rien n'est fait pour améliorer la formation des journalistes (Martin, 1997 : 125-126).

- 8 Dans ce contexte difficile, Dick May cherche à investir son entreprise d'un fort capital symbolique, essentiel à sa réussite, et fait appel aux professionnels qu'elle connaît le mieux, c'est-à-dire ceux de la « grande presse parisienne », des journalistes reconnus de l'ancienne génération, au style « littéraire ». En mobilisant ses réseaux sociaux les plus immédiats, elle s'inscrit de fait dans une conception du journalisme influencée par le pôle traditionnel du champ journalistique, ce qui va rentrer en contradiction avec son projet initial de réforme de la presse par le renouvellement social et pédagogique des jeunes journalistes. Ainsi trouve-t-on, parmi les premiers enseignants de l'école, Henri Fouquier (1838-1901), un critique dramatique et un chroniqueur célèbre qui signe dans plusieurs journaux de tendances bien différentes, du *Temps* ou du *Figaro* (républicains modérés) à *L'Écho de Paris* (droite nationaliste) ou *Le Gaulois* (monarchiste), ou encore dans *Gil Blas* (feuille littéraire et d'échos, volontiers grivoise). Cette « plume » n'a pas toujours été moralement exemplaire : en février 1888, il fait une critique louangeuse d'un obscur littérateur dans le *Gil Blas* contre la somme de 1 500 francs (Martin, 1997 : 155). Autre personnalité qui soutient activement l'école, Jules Claretie (1840-1913) ; il est journaliste au *Figaro* et au *Temps* et auteur de romans et de pièces de théâtre, administrateur de la Comédie française, élu à l'Académie. Ce républicain pour qui « la chronique, c'est l'histoire en déshabillé » est un habitué des théâtres et des salons, de cette « frange incertaine où se côtoient la bonne société et son envers » (Martin, 1997 : 155). Ce vétéran de la presse républicaine, par ailleurs président de la Société des Gens de Lettres, s'inquiète lui aussi de la nécessaire professionnalisation de la corporation : fondateur de l'Association des journalistes parisiens en 1884, il demandait déjà d'interdire la profession aux « amateurs »¹³.
- 9 Parmi les autres représentants de cette presse « sérieuse » et « doctrinale » qui participe au lancement de l'école et y donne des cours pratiques, on trouve également Adolphe Brisson (*Annales politiques et littéraires*)¹⁴, Jean Cornély (monarchiste et dreyfusard, échetier au *Figaro*), Eugène Lautier (chroniqueur de politique intérieure au *Temps*). Toutes ces plumes reconnues ont peu de liens avec les « petits rédacteurs » des bas étages de rédactions de plus en plus hiérarchisées et leurs pratiques ont bien peu à voir avec les emplois auxquels peut prétendre un nouvel arrivant dans le métier : le fait divers, le reportage, les articles spécialisés pour les magazines féminins ou la presse sportive alors en pleine expansion, ce qui provoque un premier hiatus dans cette offre nouvelle de formation.
- 10 Par sa nouveauté, son financement (essentiellement privé) et son positionnement problématique entre le pôle rénovateur du champ universitaire et le pôle conservateur du champ journalistique, l'École de journalisme peine à trouver son public. Le manque d'archives sur cette institution (elles ont disparu au cours des multiples déménagements des « Écoles ») empêche d'avoir une idée très précise des enseignements et du profil des inscrits. L'histoire encore très fragmentaire de cette formation mériterait d'être complétée par de plus amples recherches. On ne connaît également rien des carrières

professionnelles de ses étudiants et peu de journalistes consacrés semblent s'être réclamés par la suite de cette école. Le cycle, qui dure deux ans, est sanctionné par des examens finaux mais ne fera l'objet d'un véritable diplôme qu'à partir de 1910. Dans les premiers temps, les cours théoriques et les conférences semblent être les plus nombreux : il s'agit essentiellement d'un panorama de la presse à l'étranger (Angleterre, Russie, Amérique) ou de l'histoire de la presse depuis la Restauration. Un des piliers de l'école, l'historien Charles Seignobos, assure une « Histoire contemporaine traitée au point de vue du journalisme politique ». Un cours de législation de la presse est également au programme, ainsi qu'une initiation à la critique dramatique et à la critique musicale. Les cours pratiques sont assurés, jusqu'en 1903, par Jules Cornely et Adolphe Brisson (cours professionnel de rédaction et correction des exercices) ainsi qu'Eugène Lautier (enquêtes à l'étranger). Un journaliste moins connu, Jean Bernard, correspondant à Paris pour *Le Courrier de Haïphong* et collaborateur politique pour la *Correspondance de la Presse*, donne pendant plusieurs années des cours de grande actualité, reportage et interview. Le cursus de journalisme ne propose pas de cours de sciences sociales, les étudiants étant invités à suivre ceux des autres filières de l'École, des systèmes d'inscription dégressifs à plusieurs filières étant proposés. Dans les faits, on ne sait pas si les étudiants inscrits en journalisme suivaient effectivement les autres cours et conférences proposés par l'EHES. À partir de 1901, sont proposées des visites « sur le terrain » comme à la Chambre et au Sénat, ce qui dénote encore une conception très traditionnelle et politique du journalisme.

- 11 Dans le milieu de la presse, l'initiative suscite l'indifférence ou la moquerie : *L'Illustration* du 22 juillet 1899 (dans laquelle a pourtant publié Dick May) annonce, sous la forme d'une bande dessinée satirique, l'ouverture d'une école de journaliste qui « sera gratuite et ouverte aux personnes des deux sexes sans distinction d'opinion » auxquelles « les professeurs les plus qualifiés enseigneront le lancement des nouvelles à sensation, l'interview, l'instantané, la silhouette parisienne (soit à l'École, soit à la promenade), et l'escrime pratique, science sans laquelle le journaliste ne serait qu'un vulgaire littérateur ». Le ton est plus acerbe dans la livraison du 18 novembre 1899, au lendemain du premier cours d'Henri Fouquier :

« M. Fouquier lui-même, maître en ce métier difficile, a trop d'expérience et de sagacité pour s'illusionner sur l'utilité d'une école qui ne peut faire que double emploi avec les divers établissements classiques, primaires, secondaires, supérieurs où l'on apprend l'orthographe, la géographie et l'histoire, et qui, d'autre part, ne saurait suppléer par un enseignement théorique à l'éducation professionnelle qu'on n'acquiert que "sur le tas", comme disent les maçons, et en mettant la main à la pâte. Jusqu'à présent, en s'aventurant dans la carrière au petit bonheur, les apprentis de la presse n'avaient que des aspirations ; les élèves de la "boîte" spéciale – si toutefois elle a le temps d'en former – en sortiront avec un mince bagage et des prétentions énormes. Et voilà pourquoi, je le crains, l'École des journalistes risque fort d'être une nouvelle succursale de la grande École des ratés » (article non signé).

- 12 Pour sa part, Henri Avenel (1999 : XII), l'éditeur de *l'Annuaire de la presse*, évoque en août 1899 avec scepticisme l'annonce de la création de cette formation :

« Pas plus ni moins que dans toutes les carrières libérales, les récompenses et les brevets ne feront naître le talent dans une profession, où, après l'éducation première de l'école ou du lycée, les qualités natives forment le principal appoint du mérite et du succès, où le tempérament individuel, s'il existe à l'état latent, se développe, en dehors des leçons apprises, au contact des hommes et des choses, où

il faut être doué surtout de ce qui ne saurait s'apprendre d'un maître : l'intuition, le tact, le coup d'œil, la rapidité de la conception, la facilité de l'expression ».

- 13 Cette défense de l'idéologie du don qui, conjugué à la rigueur, au travail et au compagnonnage, doit suffire à la formation des professionnels du journalisme d'abord considérés comme des « gens de lettres » est révélatrice du positionnement conservateur de la profession, alors qu'au même moment les progressistes et les réformateurs tentent de rationaliser l'enseignement pour permettre l'accès de la connaissance à toutes les catégories sociales. L'accueil de l'École de journalisme de Dick May, dreyfusienne engagée dans la « nébuleuse réformatrice » (Topalov, 1999), est d'abord une péripétie de cette lutte politique pour la qualification de l'enseignement. Quatre ans plus tôt, le même Henri Avenel avait présenté avec beaucoup plus d'enthousiasme et de sympathie la mise en place d'une « Préparation au journalisme » à l'École libre de sciences politiques d'Émile Boutry. Il est vrai que ce n'est pas la première fois que Dick May et ses proches s'affrontent aux libéraux¹⁵ et, sur ce terrain également, se joue la rivalité entre sciences politiques (nettement libérales) et sciences sociales (plus « socialistes ») dans la définition de l'idéologie dominante républicaine.
- 14 Mais les réactions des journalistes de l'époque à l'ouverture de cette formation révèlent cependant une conception quelque peu contradictoire du journalisme qui dépasse sans doute les clivages politiques : si tous estiment qu'il faut, pour exercer la profession, avant tout un *ethos*, un rapport lettré au monde que seule une socialisation dans les rédactions peut offrir, l'idée d'une nécessaire professionnalisation fait son chemin, selon des compétences spécifiques mais qui restent encore à définir précisément. Ainsi Henri Avenel (1899 : XVI), dans ce même article, conclut-il que « l'étude des faits, des documents précis, de l'histoire, de la statistique, de la science sociale, est, à notre sens, la meilleure, la plus efficace "École des Journalistes" ». Or, où appréhender ces notions complexes sinon dans une formation dédiée ?
- 15 Si l'école commence de manière satisfaisante, avec 47 élèves inscrits dès la première année, elle rencontre rapidement, de l'aveu même de Dick May, des difficultés d'organisation. Les effectifs progressent trop lentement et stagnent au-dessous de 140 auditeurs de 1904 à 1908, tandis que les autres filières de l'EHES attirent un public plus nombreux.

Tableau 1. Effectifs de l'École des hautes études sociales¹⁶.

	École de morale	École sociale	École de journalisme	École d'arts
1900-1901	42	62	47	–
1901-1902	89	80	63	–
1902-1903	150	83	73	–
1903-1904	135	113	91	196
1904-1905	185	140	126	226
1905-1906	170	155	133	301
1906-1907	259	130	126	215

1907-1908	200	142	140	241
1908-1909	160	195	169	292
1909-1910	186	215	222	310

- 16 De 1905 à 1907, l'École de journalisme traverse une crise de direction, les cours perdent tout caractère pratique et sont constitués pour l'essentiel de conférences sur « la presse aujourd'hui » et de « causeries sur le journalisme ». L'École est présentée en 1906 par le manuel de journalisme de Vincent Jamati (1906 : 20) comme « n'ayant malheureusement pas abouti à des résultats durables ». À la rentrée 1907, l'arrivée d'un nouveau directeur des études, Henri Guernut (1876-1943), donne un second souffle à la formation, au prix de réformes qui l'éloignent des intentions originelles de Dick May.

La deuxième période de l'école de journalisme et la recherche de l'opérationnalité

- 17 Alors jeune avocat et collaborateur de la presse socialiste (*La Revue socialiste* et *Le Prolétaire*), Henri Guernut est un homme de la nouvelle génération qui rompt avec le journalisme doctrinal qui dominait alors symboliquement le champ journalistique. Ce fils de paysan de l'Aisne est un pur produit de l'école républicaine : remarqué par son instituteur, il obtient une bourse, quitte son village pour l'école primaire supérieure de Vervins, puis les lycées de Laon et Lille, où il devient lauréat du Concours général. Après le lycée Louis-le-Grand de Paris, il obtient sa Licence de Droit à la Sorbonne (Hérody, 2002). À ce parcours sans faute s'ajoute un engagement dreyfusien qui l'introduit dans les cercles intellectuels et politiques qui arriveront au pouvoir à cette période de la Troisième République. C'est sans doute par l'intermédiaire d'Eugène Fournière, chroniqueur parlementaire pour *La Petite République* et directeur de *La Revue socialiste*, par ailleurs une relation de longue date de Dick May, qu'il arrive à l'EHES. Henri Guernut, qui n'est pas véritablement journaliste (il ne sera d'ailleurs jamais recensé dans l'*Annuaire de la presse*), réorganise alors les enseignements de la formation en mettant l'accent sur les aspects pratiques et ce que l'on appellerait aujourd'hui « l'opérationnalité ».
- 18 S'il y a toujours des conférences sur l'histoire du journalisme et les aspects du journalisme à l'étranger, des « visites aux journaux » sont organisées et Henri Guernut propose lui-même des « Exercices pratiques de journalisme », tandis que Jean Bernard est relégué à l'enseignement de l'« Histoire diplomatique de la III^e République ». Plusieurs cours abordent « l'organisation d'un journal moderne » et ses différentes rubriques. Eugène Fournière, devient également un des piliers de l'enseignement de l'École. Deux ans plus tard, Eugène Ripault, secrétaire général du *Journal des Débats*, se joint à l'équipe pour dispenser des cours professionnels de journalisme, tandis que des journalistes viennent présenter aux étudiants leur journal, souvent à l'aide de projections photographiques. La tonalité de l'enseignement devient moins théorique et prône un journalisme plus factuel et conscient de la contrainte économique, en nette rupture avec le journalisme doctrinal sous les hospices duquel Dick May avait lancé cette formation :

« Mais à cette heure qui lit le journal ? Tout le monde, le peuple travailleur, ignorant et pressé. Où ? Dans le métropolitain, entre la place de l'Étoile et le

Châtelet ; à midi, au restaurant, pendant qu'il mange ; le soir rentré chez lui, dans les criailleries des marmots. Et le lit-il ? En vérité, il le parcourt. Qu'y cherche-t-il ? Des idées ? Non, des faits, des nouvelles toutes fraîches et toutes chaudes ; il veut être informé tout de suite après l'événement ; il voudrait l'être en même temps, il l'a été quelque fois avant. À ce public nouveau convient une forme de journalisme nouvelle. Il faut que l'article soit court, réduit à l'indispensable ; il faut qu'il soit clair, que toutes les idées flottantes soient ramassées, concentrées en un foyer lumineux ; il faut qu'il soit net, à arêtes, sans effilés ni franges ; il faut qu'il soit vif : c'est une obligation à présent d'être spirituel. Précisément parce qu'on est dévoré à la hâte, il faut trouver des titres sensationnels qui attirent et déjà renseignent, des sous-titres qui résument, des formules qui frappent, des mots qui piquent et des images qui fulgurent. Et avant tout, il faut aller vite, vite, et vite. À tout cela, nous nous essayons à l'École, dans des exercices gradués, réels, sur les choses de l'actualité » (Guernut, 1911 : 120).

- 19 L'École de journalisme se veut désormais une école pratique où sont enseignés les mécanismes et le fonctionnement d'un journal moderne, l'histoire de la presse et de la littérature journalistique, l'éducation historique, politique, sociale, juridique, morale du journaliste, mais surtout où sont proposés des travaux pratiques d'écriture, notamment dans sa dimension de vulgarisation. Une place est faite à la presse régionale, au recueil des faits divers, à l'information financière :

« On n'y enseigne que ce qui ne s'enseigne point ailleurs, et nos chaires ne sont point tant occupées par des professeurs de carrière que par des journalistes spécialisés venant apporter aux élèves les résultats de leur expérience personnelle sur le reportage comme sur la publicité, sur l'information politique comme sur l'administration, sur la jurisprudence comme sur les devoirs professionnels généraux, sur la chronique judiciaire comme sur la mise en page » (Fournière, 1911 : 110).

- 20 Contrairement à Jules Claretie, et dans un évident souci d'élargir la base du recrutement de l'École, Henri Guernut estime par ailleurs que les activités journalistiques sont ouvertes à tout individu intéressé par les affaires publiques. Il écrit ainsi en 1910 :

« Si nous avons inscrit cette année 222 élèves, il est vraisemblable que nous ne recevons pas uniquement de futurs journalistes. À vrai dire, ils sont le plus petit nombre. La majorité de nos auditeurs est formée des étudiants de facultés, de l'élite des Universités étrangères, qui devinent à des signes non équivoques que le personnel du journalisme est à la veille de s'étendre. Il y aura toujours des hommes qui, par profession, suivront le Président de la République en voyage, pourchasseront les députés et sénateurs dans les couloirs, courront de commissariat de police en commissariat, accompagneront, aideront, gêneront les juges d'instructions dans leurs enquêtes ; il y aura toujours, attachés à un journal, des informateurs. [...] Or qui de nous, plus d'une fois dans sa vie, n'aura pas l'occasion d'être mêlé à un événement ou de soutenir une idée ? Il est bon de nous y préparer » (Guernut, 1911 : 120-121).

- 21 L'inflexion va plus loin encore, l'École de journalisme prenant en 1910 le nom d'« École de journalisme et de préparation à la vie publique » : « De plus, qu'on le veuille ou le regrette, la démocratie, par la force des choses est le gouvernement de l'avenir. Or, qu'est-ce que la démocratie, si ce n'est tout le monde électeur, tout le monde éligible, tout le monde pensant, tout le monde écrivant, tout le monde journaliste ? Nos élèves le pressentent bien » (*ibid.* : 123).
- 22 Ainsi, à partir de 1909, Henri Guernut ajoute-t-il à ses cours des « Exercices de parole en public » et met en place l'année suivante un important module sur l'art oratoire. Il

façonne la formation à l'image de ses ambitions : excellent orateur, il embrassera une carrière politique à partir de 1924 dont les différentes étapes (député de l'union de la gauche en 1928, rédacteur de la loi de 1935 sur le statut des journalistes) le mèneront jusqu'au ministère de l'Éducation nationale du gouvernement radical de janvier à juin 1936, selon une trajectoire politique allant de la gauche socialisante vers le centre. On peut penser que son passage par l'EHES aura été pour lui l'occasion de capter le réseau social constitué par Dick May et de se faire connaître dans les cercles radicaux, puisqu'il quitte brutalement l'École en 1912, une fois que Francis de Pressensé le propose comme secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme (fonction qu'il occupera jusqu'en 1932). En cinq ans, il aura néanmoins profondément transformé l'enseignement de l'École de journalisme. Prenant à rebours le projet initial d'une moralisation de la société par la professionnalisation d'un journalisme nourri de science sociale, l'École dispense désormais à de futurs hommes politiques et « leaders d'opinion » une connaissance générale du monde de la presse, de ses règles du jeu et des moyens de s'y faire entendre. On s'éloigne ainsi de l'idéal des Universités populaires qui a motivé à l'origine Dick May, laquelle semble d'ailleurs se désintéresser des affaires courantes de l'EHES et organise de plus en plus souvent des « goûters mondains » dans les murs d'une école qui se notabilise (Dombrowsky, 2000 : 25 ; Prochasson, 1985 : 30).

- 23 Après avoir tenté un retour dans le champ littéraire¹⁷, Dick May semble céder à une forme de découragement. Les « Propos inutiles », la chronique que Dick May tient dans *Athéna*, la revue mensuelle de l'École, prennent un ton amer. Même si on peut y voir une coquetterie rhétorique, le doute mine le grand projet civilisateur de la fondatrice de l'EHES quand elle écrit que « la misère humaine est nécessaire pour enseigner aux hommes la pitié » (May, 1911b : 177-178). Quelques livraisons plus tard, elle abandonne la chronique philosophique et le billet d'humeur pour se contenter de proposer des nouvelles ou des petites pièces théâtrales assez acerbes et sans intérêt littéraire. Dick May, qui a désormais 52 ans, s'éloigne progressivement de l'activisme et des sciences sociales pour poser en moraliste un regard désabusé sur la société. En signifiant la défaite de l'humanisme et de l'esprit de progrès, la guerre de 1914-1918 vient ruiner ces aspirations déjà vacillantes. Sur le plan politique, 1917 consacre en Russie le succès du marxisme révolutionnaire, classiste, radical et centralisé, sur la mouvance libertaire qui avait la préférence intellectuelle de Dick May et ouvre une période où les socialistes prennent l'avantage sur les radicaux, le milieu politique qui lui était objectivement le plus proche. Sur le plan personnel, Dick May est affectée en 1919 par la mort de sa mère. Elle transporte alors son logement au sein même de l'École. En 1923, disparaît son ami Alfred Croiset, qui avait été le directeur de l'EHES depuis 1902. Jeanne Weill se tue dans les Alpes en 1925, lors d'une randonnée, une activité qu'elle pratiquait régulièrement. Le quotidien local, *Le Savoyard*, rend alors compte de l'accident en parlant de la « mort d'une journaliste parisienne »...

Conclusion

- 24 Les écoles de journalisme, et la première d'entre elles ne fait pas exception, ont pour point commun d'être fondées en période de crise politique et sociale¹⁸. Elles ont toutes pour objectif affiché de former des journalistes intègres et indépendants et de contribuer ainsi au bon fonctionnement de la démocratie. Pour soutenir ces ambitions à la fois politiques et scientifiques directement héritées des Lumières où il est question

« d'éclairer le Peuple par la Raison », le parrainage des sciences sociales est des plus utiles : d'apparentes proximités méthodologiques dans le travail d'enquête et de construction de la réalité sociale comme l'inévitable engagement citoyen de ces deux types d'« écrivains du social » invitent à relier les deux disciplines¹⁹. Mais cette tentative s'inscrit surtout dans un mouvement général, le nouveau siècle étant caractérisé par une forte porosité entre science et réforme : « Pour les sciences sociales ou les savoir-faire techniques en voie de constitution, il n'y a pas de frontière fixe avec l'action réformatrice : les savoirs se construisent intellectuellement et se légitiment socialement dans des lieux communs avec des amateurs et des praticiens de toutes sortes » (Topalov, 1999 : 464). C'est donc naturellement aux journalistes qu'il revient de publiciser le plus largement possible ces savoirs nouveaux et les lieux où ils se développent ; les hommes de presse sont ainsi des éléments essentiels d'un « élan réformateur » qui est tout aussi politique que scientifique, en ce sens qu'ils travaillent eux aussi et sur une large échelle à la transformation du sens commun. Comme beaucoup de ses contemporains, au moment où la raison scientifique semblait définitivement prendre la place de la théologie dans le gouvernement des hommes, Dick May a pensé de façon très naturelle et un peu naïve que le journalisme ne pouvait que se nourrir de science sociale pour tenir ses promesses démocratiques. En rassemblant ses quatre formations au sein de l'EHES, elle pensait que l'esprit de la science nouvelle allait nécessairement infuser tous les enseignements qui y étaient dispensés et se répandre sans difficulté au-delà de ses murs. Le fait que son école, comme beaucoup de « laboratoires réformistes » (les mutuelles, les sociétés d'habitation à bon marché), restait indépendante des institutions publiques et des lourdeurs étatiques était une garantie supplémentaire de saisir au plus près la dynamique du changement moral et social. Outre un centre d'enseignement, l'École se voulait d'ailleurs un centre intellectuel au rayonnement le plus large possible où les esprits les plus brillants de l'époque esquisseraient les contours de la société à venir²⁰ : Christophe Prochasson estime que plus de 600 conférenciers y sont intervenus sur la période 1900-1910, dont le dixième de façon régulière (Prochasson, 1985 : 26), et l'on y retrouve la plupart des grands intellectuels parisiens et des esprits qui ont marqué la période. En ce qui concerne la sociologie, toutes les écoles ont été représentées : comtiens et le playsiens, Gabriel Tarde, Émile Durkheim et ses disciples, René Worms...

- 25 Or, comme on a pu le constater, des quatre écoles de la rue de la Sorbonne, c'est l'École de journalisme qui porte le moins l'empreinte de Dick May, comme si cet enseignement était rapidement tombé sous le contrôle des journalistes eux-mêmes, avec leurs contradictions ou, dit autrement, sous le coup des logiques apparemment externes à l'activité journalistique : la logique économique qui fait du journal un produit culturel devant générer des profits sur un marché hautement concurrentiel ; la logique politique pour lequel le journal est un agent d'influence et de notoriété ; la logique anthropologique qui contraint les producteurs de biens culturels à créer du « sens commun » et des valeurs et représentations partageables sans que leur validité scientifique soit essentielle. Parce qu'elle ne concevait pas la sociologie comme une science mais comme une sorte de « catéchisme républicain », Dick May n'a pas compris la fragilité de sa tentative d'« éducation sociale », d'autant plus que les bénéfices matérielles et symboliques retirés de son statut « d'entrepreneur de réforme » l'incitaient à se replier sur le cercle de ses pairs et dans les milieux universitaires, selon une dynamique commune à tout champ de production intellectuel, et à s'éloigner dans le même temps de ceux-là mêmes (ouvriers,

paysans, petits bourgeois ou gens du peuple) qui étaient pourtant les destinataires ultimes de son effort de démocratisation scientifique.

- 26 L'ambition si difficile à tenir d'un journalisme à la fois démocratique et scientifique est peut-être une des raisons de la récurrence du discours de la déploration tenue par les professionnels de bonne volonté contre la presse populaire. Dès les premières années de fonctionnement de l'École de journalisme, Eugène Ripault reprend en mars 1911, dans le quatrième livraison de la revue de l'École – *Athéna* – la déjà vieille antienne de la presse populaire qui corrompt les masses et en appelle à la mission éducatrice que devrait au contraire mener une presse responsable : « La presse de son côté, contribuerait aisément et sans risque à l'opération nécessaire d'assainissement. Pour cela, que manque-t-il à tant de journaux populaires ? Un idéal. Résolument, il faudrait renoncer à encombrer les rubriques de reportages de récits oiseux ou malpropres ». Dans le même temps, tout en appelant à une rationalisation des enseignements pour justement éviter ces « dérives » populeuses, les journalistes-enseignants et les responsables de la formation peinent à rompre définitivement avec l'illusion charismatique du métier et les nécessités du compagnonnage. Sur ce point, Eugène Fournière fait preuve d'une certaine agilité intellectuelle :

« Il faudra toujours avoir des jambes agiles et l'esprit fertile en expédient pour faire un bon reporter. Mais l'école pourra lui apprendre qu'un reporter, soucieux de bonne tenue morale et respectueux de ses lecteurs, ne dit pas tout, et qu'il sait discerner le vrai du conjoncturel, l'art ne consistant pas à farder ou déformer la vérité ni à la traîner dans de bas et oiseux commérages, mais à la rendre visible en un leste et synthétique croquis. Un bulletin de finance ou de commerce ne serait pas lu s'il était mal écrit. Si l'École n'enseigne pas le style – et quelle école l'enseigne ! – tout au moins munit-elle les jeunes gens d'une armature intérieure qui met la probité du style au service de la probité des pensées et des entreprises » (Fournière, 1911 : 111).

- 27 Ces contradictions apparentes révèlent l'indéfinition de la profession de journaliste et sa sujétion à des forces sociales qui limitent ses velléités d'autonomisation. Dans les faits, la science sociale offre finalement peu de secours au journalisme. Au début du XX^e siècle déjà, la sociologie, qui vient de gagner avec les durkheimiens son indépendance et une certaine reconnaissance scientifique, n'a guère plus de liens directs avec le monde de la presse et les outils qu'elle propose sont difficilement utilisables par les journalistes. Le destin de l'institution créée par Dick May est à cet égard emblématique. Sans direction politique et scientifique claire, dépourvue de l'aide financière de l'État, soumise aux contraintes économiques caractéristiques d'une formation qui doit trouver auprès de ses étudiants l'essentiel de son financement, l'École de journalisme devient progressivement une sorte d'« école de communication » généraliste qui recrute principalement dans le groupe des enfants de la classe dominante qui ont le moins réussi scolairement et trouvent ainsi un cursus de rechange pour lancer leur carrière. Créée au sein d'une école consacrée à l'enseignement du social, la première formation de journalisme en France n'aura finalement pas eu de liens durables avec la sociologie, comme si l'écriture journalistique s'était écartée pour un temps de « l'écriture du social » telle qu'elle pouvait être partagée dans le deuxième tiers du XIX^e siècle entre hommes de lettres, publicistes et « pré-sociologues ». Les sciences sociales auront privilégié la recherche de la légitimité scientifique en se détournant du caractère réformateur voire révolutionnaire que certains intellectuels voulurent leur conférer (Prochasson, 1985 : 37-38) et les journalistes, en inventant un « professionnalisme » ajusté aux contraintes économiques

et politiques qu'ils subissent objectivement, se priveront du gain d'autonomie qu'un compagnonnage plus étroit avec la sociologie aurait sans doute rendu possible.

BIBLIOGRAPHIE

- Avenel H., dir., 1895-1912, *Annuaire de la presse française et étrangère et du monde politique*, Paris, Flammarion.
- Blum Fr., 1998, « Le Comte de Chambrun : catholique, mécène des protestants ? », pp. 27-41, in : Chambelland C., dir., *Le musée social en son temps*, Paris, Presses de l'École normale supérieure.
- Brisson A., 1895, « L'envers d'un journal », *Annales politiques et littéraires*, 24 mars.
- Charles C., 1990, *Naissance des « intellectuels »*, Paris, Éd. de Minuit.
- 2004, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Delporte Chr., 1999, *Les journalistes en France. 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Dombrowsky P., 2000, *Cent ans d'enseignement supérieur. Le groupe École Supérieure de journalisme, École des hautes études politiques, École des hautes études internationales*, Paris, brochure disponible auprès des Écoles.
- Dubief E., 1892, *Paris, Le journalisme*, Paris, Hachette.
- Fournière E., 1911, « L'École de journalisme. Le passé » in : May D., éd., *L'École des Hautes Études Sociales, 1900-1910*, Paris, Félix Alcan, pp. 105-112.
- Goulet V., 2008, « Transformer la société par l'enseignement social. La trajectoire de Dick May entre littérature, sociologie et journalisme », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 19, pp. 117-142.
- Guernut H., 1911, « L'École de journalisme. Le présent », in : May D., éd., *L'École des hautes études sociales, 1900-1910*, Paris, Félix Alcan, pp. 113-124.
- Hérody M., 2002, *Henri Guernut, un défenseur des droits de l'homme, député de Château-Thierry*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Jamati V., 1906, *Pour devenir journaliste. Comment se rédige et s'administre un journal*, Paris, Librairie J. Victorien.
- Jeanneret Y., 2004, « Musique, écriture et magistère chez Romain Rolland », *Musicologies*, 1^e année, 1, pp. 9-19.
- Karady V., 1979, « Stratégies de réussites et modes de faire-valoir de la sociologie chez les durkheimiens », *Revue française de sociologie*, vol. xx, 1, pp. 19-82.
- Martin M., 1997, *Médias et journalistes de la République*, Paris, O. Jacob.
- May D., 1896, *L'enseignement social à Paris, suivi des programmes détaillés du Collège libre des sciences sociales pour l'année 1896-97*, Paris, A. Rousseau.
- éd., 1911, *L'École des Hautes Études Sociales, 1900-1910*, Paris, Félix Alcan.

— 1911b, « Propos inutiles », *Athéna*, 2, janv.

Mollier J.-Y., 2001, « Autour du scandale de Panama : la presse à l'assaut des corrompus », pp. 123-138, in : Delporte Chr., Palmer M., Ruellan D., dirs, *Presse à scandale, scandale de presse*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Prochasson Chr., 1985, « Sur l'environnement intellectuel de Georges Sorel : l'École des hautes études sociales (1899-1911) », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle* (Cahiers Georges Sorel), vol. 3, 1, pp. 16-38.

— 1998, « Dick May et le social », pp. 43-58, in : Chambelland C., dir., *Le Musée social en son temps*, Paris, Presses de l'École normale supérieure.

Ripault E., 1911, « La presse et l'Éducation du Peuple », *Athéna*, 4, mars.

Sternhell Z., 1983, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Éd. Complexes, 2000.

Thiesse A.-M., 1984, *Le roman du quotidien*, Paris, Éd. Le Seuil, 2000.

Topalov Ch., dir., 1999, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformiste et des réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales.

Weisz G., 1979, « L'idéologie républicaine et les sciences sociales. Les durkheimiens et la chaire d'histoire d'économie sociale à la Sorbonne », *Revue Française de Sociologie*, vol. XX, 1, pp. 83-112.

Wogan T. de, 1898, *Manuel des gens de lettres : le journal, le livre, le théâtre*, Paris, Firmin-Didot.

NOTES

1. Pour consulter les seules synthèses disponibles sur Dick May, voir Prochasson (1985, 1998) et Goulet (2008).
2. Les questions sociales sont considérées comme « une sociologie vulgarisée, à la mode, frelatée » (Karady, 1979 : 63).
3. Les propos du frère cadet de Dick May, Georges Weill (1865-1944) figurent dans un carnet inédit, rédigé en 1938, aimablement communiqué par P. Dombrowsky.
4. Chr. Charles note qu'entre 1872 et 1901 le nombre de journalistes et d'hommes de lettres a doublé.
5. « J'ai donc fait vœu d'économie sociale, me trouvant sur le grabat, et sur le pire des grabats de ma vie entière, le 25 janvier 1891. Que je fasse encore une bonne action avant de mourir » (« Archives du Musée social », in : Blum Fr., 1998 : 34).
6. Comme le souligne Chr. Charles (1990 : 40), le terme de « journaliste » n'a pas la même acceptation à la fin du XIX^e siècle qu'aujourd'hui. En 1896, on distinguait les publicistes des journalistes-hommes de lettres, les premiers publiant exclusivement dans les journaux (ce qui les rapprochent de nos journalistes actuels) et les seconds ayant la profession d'écrivain (ce qui les conduisait à publier très souvent d'abord dans les journaux).
7. En 1892, après 25 ans de carrière professionnelle, G. Sorel (1847-1922) prend une retraite anticipée et se consacre à l'étude de la sociologie naissante dont il adopte l'approche marxiste. Il devient une personnalité importante du syndicalisme révolutionnaire alors très influent dans le mouvement ouvrier. Dreyfusiste, il perd progressivement foi dans la volonté émancipatrice de la « classe ouvrière » et se tourne, après la première guerre mondiale, vers une forme de national-socialisme (Sternell, 1983 : 187-209).
8. Au tournant du siècle, le tirage de la presse d'opinion stagne ou baisse tandis que *Le Petit Journal* et le *Petit Parisien* atteignent chacun le million d'exemplaires et que la presse régionale se développe. Voir Delporte (1999 : 43-78) ou la synthèse de Charles (2004 : 155 et sq.).

9. C'est pour ces raisons que les guesdistes et les socialistes révolutionnaires ont d'abord refusé de prendre position à propos du capitaine Dreyfus, avançant que cette affaire concernait la bourgeoisie et qu'elle détournait le peuple de sa propre émancipation.
10. Par exemple, en juin 1897, le républicain P. Baudin écrit dans *La Revue politique et littéraire* (la « *Revue bleue* ») que le journaliste doit faire « œuvre de santé morale et de vérité » pour faire naître une « humanité meilleure ». Ceux qui ne croient pas à l'épanouissement « du sens critique et du sens moral de la masse » ne peuvent se prévaloir, pense-t-il, de la qualité de journaliste (Delporte, 1999 : 127 ; 132). Dans cette même revue, H. Bérenger lance son fameux débat sur l'état de la presse et « l'américanisation » des journaux français, du passage d'un journalisme de « commentaires » à un journalisme de « faits ».
11. Sur ces questions déjà bien étudiées par les historiens de la presse voir, par exemple, Martin (1997) et Delporte (1999).
12. Par exemple, voir Dubief (1892), Wogan (1898). C'est à partir de 1901 que des présentations du monde de la presse et des manuels de journalisme vont être publiés en nombre croissant.
13. Voir l'article de J. Claretie dans *Le Temps* (13/02/1885) : « Ce qui nuit surtout [au journalisme] ce ne sont pas les journalistes de profession, ce sont les journalistes de rencontre, les journalistes qui ne journalisent pas. La presse est une institution trop puissante, trop utile – trop dangereuse aussi – pour que les journalistes n'éprouvent pas enfin le besoin de régulariser autant que possible l'état civil de ses adhérents ». Comme l'avance la sociologie des professions, imposer un cursus de formation est un des moyen de renforcer la cohérence d'un groupe professionnel.
14. En 1895, A. Brisson posait un regard très critique sur la profession et appelait à un véritable « travail d'épuration ».
15. Lors de la création du Musée social en 1895, les proches d'É. Boutry (É. Cheysson en particulier) avaient convaincu le comte de Chambrun de l'organiser selon leurs vues, ce qui avait entraîné le départ de Dick May de cette institution et sa brouille avec le comte (Goulet, 2008).
16. Tableau construit d'après May (1911).
17. D. May écrit une pièce de théâtre intimiste, une sorte de mélodrame dans l'air du temps, qui, intitulé *Mère*, est joué en mars 1911 au théâtre de l'Odéon sans toutefois rencontrer le succès public ou critique.
18. Fondée en 1924 par des catholiques contre le « péril de la presse socialiste », l'ESJ de Lille deviendra rapidement un centre d'enseignement défendant des valeurs humanistes ; le CFJ a été créé en 1946 pour réaliser l'idéal d'indépendance de la presse de la Résistance ; les IUT de journalisme doivent leur lancement à la profonde crise sociale et morale de la fin des années 60.
19. Voir dans cette livraison de *Questions de communication* la contribution d'I. Chupin.
20. En 1920, avec du recul et un peu d'humour, D. May revient sur cet enthousiasme réformateur : « On eût dit, en vérité, que de l'École à créer, dépendait pour certains milieux intellectuels et sociaux la rénovation de la France – et du monde » (*L'Information*, 29/11/20).

RÉSUMÉS

La première école de journalisme en France a été créée en 1899 par Dick May, une femme de lettres convertie à la « science sociale ». L'articulation entre enseignement des sciences sociales et enseignement du journalisme lui apparaissait comme un moyen de participer à la régénération

de la société française dans un esprit laïque, scientifique et républicain, hérité des Lumières. À l'origine inscrite dans le mouvement des Universités populaires, l'École de journalisme de Dick May sera rapidement détournée de son projet initial, révélant les tensions politiques et économiques présentes dans le champ médiatique au début du XX^e siècle.

In 1899 was founded in France the first school of journalism by Dick May, a woman writer who became converted to the social sciences. She believed that the link between teaching journalism and teaching social sciences was one way to regenerate French society in a laic, scientist and republican spirit inherited from the Enlightenment. Initially part of the Popular University movement, the School of Journalism of Dick May will be rapidly diverted from its initial aim, revealing the political and economic tensions which structured the field of journalism at the beginning of 20th century.

INDEX

Mots-clés : dreyfusisme, May (Dick), école de journalisme, presse du début XX^e siècle, science sociale, université populaire

Keywords : dreyfusism, Popular University movement, press beginning 20th century, school of journalism, social sciences

AUTEUR

VINCENT GOULET

Centre de sociologie européenne, École des hautes études en sciences sociales